

L'ÉDITION PÉDAGOGIQUE AU PORTUGAL : LA PETITESSE D'UN MARCHÉ PAUVRE

1. Un rapport sur l'édition pédagogique au Portugal ne passe pas sans une définition de son objet même tant celle-ci présente des difficultés importantes.

D'abord, la difficulté majeure : vouloir définir l'édition pédagogique, c'est introduire des références précises dans des environnements où ce type de références n'existe pas. Toute édition a une nature pédagogique. La diffusion des contenus objectifs s'oriente toujours directement ou indirectement vers la formation. Si l'on observe en bref le panorama général, on pourrait conclure que peut-être seule la fiction échappe à une vocation pédagogique. En fait, même celle-là, touche l'édition pédagogique puisqu'il y a un certain nombre d'éditions des grandes œuvres littéraires qui - à cause des bas prix, des notes introductives, etc. - sont dirigées vers un marché nettement scolaire. Le critère le plus simple semble donc être institutionnel. Il s'agit de considérer l'édition pédagogique comme étant celle qui poursuit un but intégré dans le cadre de l'éducation formelle. Bien sûr, c'est réducteur, mais là, il y a quand même une ligne évidente qui est en même temps une garantie d'objectivité : en dehors de l'éducation formelle, les contenus pédagogiques deviennent discutables en tant que tels (ou bien, l'ouverture du critère nous ramène à ladite confusion entre l'objet de l'édition et le pédagogique). En plus, il faudra bien tenir compte que c'est le système éducatif formel qui fait apparaître et nourrit le marché pédagogique, en dehors duquel il n'y a pas de demande significative. La deuxième difficulté a son origine dans les circonstances spécifiques du marché portugais. Il s'agit d'un très petit marché dans lequel même les chiffres sont difficiles à trouver (on le soulignera après), avec dix millions de consommateurs, dont un pourcentage normal de jeunes d'âge scolaire (lesquels demeurent un peu moins de temps à l'école que leurs collègues européens). En tout cas, les statistiques nous fournissent des valeurs comparables, mais encore en dessous de la moyenne européenne. C'est donc un marché naturellement protégé par la langue, dont la dimension ne permet pas le développement d'une bonne partie des outils existant sur les marchés européens. C'est vrai qu'il subsiste toujours le « grand marché de la langue portugaise » avec plus de deux-cent millions de consommateurs (avec le Brésil, l'Angola, le Mozambique, le Cap Vert, la Guinée-Bissau, S. Tomé et Prince). Mais la réalité démographique n'a aucune correspondance en termes économiques : si l'on considère les marchés de langue portugaise selon la demande moyenne pour des produits de nature culturelle en Europe ou aux États-Unis, on voit les deux-cent millions de consommateurs se réduire à quelques dix millions. Le « grand marché de la langue portugaise » n'est donc plus qu'un autre petit marché équivalent au marché portugais lui-même. La faiblesse des marchés empêche le développement d'une concurrence innovatrice et tend à concentrer les efforts sur les supports traditionnels, lesquels doivent avoir d'importantes périodes de vie afin de garantir la rentabilité économique. Bref, sur les petits marchés, l'édition pédagogique se concentre sur l'édition de manuels scolaires. Là, se trouve justement la dernière difficulté : le fait

que l'on a exclu de notre enquête les manuels scolaires. Encore, il apparaît que seule la référence à l'édition dans le cadre de l'éducation formelle peut garder un sens clair pendant l'analyse. Il s'agit donc de prendre en considération, pour encadrer l'édition pédagogique, tout le matériel pédagogique qui a un caractère accessoire des outils de base, tel que les manuels scolaires.

2. Notre analyse va donc se pencher sur ce qu'on peut définir comme le concept opératif d'édition pédagogique : tout matériel ayant un caractère accessoire des outils pédagogiques de base, notamment les manuels scolaires définis dans le cadre de l'éducation formelle.

Dans le cadre qu'on a caractérisé brièvement, on constate qu'au sein d'un marché pauvre, les pratiques éditoriales portugaises sont nécessairement pauvres elles-mêmes. Jusqu'à il y a quelques décennies le marché pédagogique était défini par le ministère de l'Éducation, lequel élaborait les programmes et donnait son approbation pour les manuels obligatoires à chaque phase de l'enseignement. L'édition pédagogique était dictée supérieurement et réduite aux manuels. La seule exception était une relative profusion de cartes géographiques qui devaient faire connaître dès l'école élémentaire le « monde portugais » (notamment les provinces d'Outre-mer). Les cartes suivaient la cartographie militaire (le seul service autorisé au développement de cette tâche) ce qui avait un sens, dans la mesure où elles devaient aider à justifier la guerre dans les territoires africains d'Outre-mer. En ce temps-là, outre la carte, l'outil accessoire était la diapositive, mais sans avoir une véritable expression pratique : quelques établissements avaient une collection plus ou moins développée de diapositives qui étaient utilisées au plus une fois chaque année par les différentes classes. Les transparents ont commencé à apparaître aussi dans les années 70 avec une progressive diffusion de rétroprojecteurs dans les écoles. Leur utilisation était quand même artisanale : les professeurs eux-mêmes élaboraient les transparents, ayant abandonné l'exclusivité du manuel avec la photocopie. Le panorama de l'édition pédagogique est, en tout cas, impossible à distinguer de celui des manuels scolaires. Les quelques outils existants ne permettent qu'une utilisation dépendante de l'initiative et de l'imagination personnelles. L'édition pédagogique est encore virtuelle. Après la Révolution des œillets, en avril 1974, le marché a été totalement bouleversé. Pendant des années, les programmes scolaires se sont succédés, en obligeant à de constants efforts d'adaptation des outils scolaires. Le climat était à l'opposé de l'ancien, avec une grande liberté d'édition, ce qui a changé le panorama éditorial dans sa structure et dans ses produits. L'omniprésence des manuels scolaires s'est maintenue en tout cas. Même quand le magnéscope est devenu banal dans les ménages, son utilisation en tant que support pédagogique a été tout à fait insignifiante. La raison en est simple : il n'y avait absolument aucune édition (nationale) en vidéo à des fins scolaires ou pédagogiques. Là, comme aujourd'hui, les exceptions rares ont été la traduction de produits étrangers, dont le seul à avoir eu une diffusion importante fut l'américain « Sesame street » (grâce aux programmes

de télévision adaptés par la chaîne publique). La valorisation soudaine à cette époque de l'expérience a permis de faire apparaître - surtout dans les nouvelles maisons d'édition - quelques nouveautés qui ont gagné du terrain jusqu'à présent : les fiches d'exercices et d'orientation d'expériences (en laboratoire ou pas) ont été introduites tout en créant une petite niche sur le marché éditorial. Sa valeur demeure en tout cas insignifiante. L'apparition de l'ordinateur et sa généralisation dans le quotidien depuis les années 80 a changé quelque peu le panorama. Son introduction systématique dans la vie scolaire est quand même récente, ce qui s'explique plutôt par les difficultés rencontrées dans la formation des enseignants. La première conséquence importante a été celle de l'immense facilitation de l'édition des textes. Les énormes difficultés qu'on avait à publier se sont réduites dès que les programmes d'édition de textes se sont répandus. Bien sûr, le résultat a été sans expression sur le marché - la plupart des travaux n'ayant qu'une diffusion très limitée - mais il a permis une multiplication de textes alternatifs dans différents domaines de l'enseignement, ce qui était une nouveauté. Les limitations du marché et les difficultés pour éviter la duplication n'ont pas permis le développement de la niche de la disquette. La deuxième conséquence de la généralisation de l'ordinateur a été la possibilité de développer les outils existants : les fiches, les transparents, etc., ont vu leur qualité s'améliorer considérablement, au fur et à mesure que les nouveautés du *software* le permettaient. Ici encore, le marché est resté absent, les innovations se sont développées au niveau artisanal, dépassant très rarement un seul établissement. Dans les années 90, on a pu voir apparaître un marché dans l'édition pédagogique, et ce avec le cédérom. C'est le premier support qui a attiré toutes les attentions. Les maisons d'édition ont ouvert des départements informatiques et ont programmé des éditions pour ce nouveau support. Il y a même eu des entreprises qui se sont lancées dans l'édition pédagogique sans en avoir une expérience antérieure. Le résultat a été cependant décevant. Après l'enthousiasme général, le marché n'a pas répondu aux aspirations. En trois ou quatre ans, la situation est redevenue à peu près la même. Il est vrai qu'aujourd'hui il y a sur le marché au moins trois grandes maisons (à l'échelle nationale) avec une parution systématique de produits pédagogiques autres que les manuels ou les simples livres scolaires, notamment en cédérom (des produits distribués sur Internet commencent à paraître aussi). Mais il s'agit d'acteurs déjà très puissants sur le marché, lesquels veulent surtout garder leur importance relative. Le panorama actuel n'est donc pas très différent de celui des dernières décennies : pauvre, strictement dépendant des besoins de la formation institutionnelle et avec une prépondérance excessive des livres de caractère scolaire. Certes, des exceptions peuvent être trouvées dans de très petites niches, mais leur dimension les rend tributaires de l'importation de produits étrangers.

3. Le marché portugais et ses éditeurs majeurs.

Il s'agit d'un marché sur lequel il n'est pas possible de trouver de chiffres officiels, car il n'existe aucune entité chargée de recueillir l'information et de la traiter. C'est une situation tout à fait étrange, puisque pour toute publication sont envoyés quinze exemplaires à

différentes entités, lesquelles à partir de ces éléments seuls, sont censées être en position de caractériser parfaitement le marché. La valeur annuelle du marché (y compris les manuels scolaires) se situe - selon l'opinion des maisons les plus importantes - entre 300 et 500 millions d'euros. Dans ce chiffre, on estime que l'édition pédagogique, en dehors des manuels scolaires, est inférieure à 3% (la maison ayant un poids plus fort - *Texto Editora* - ne dépasse pas les 8%). Cela veut dire que, même avec les données les plus optimistes, l'édition pédagogique au Portugal se situe autour de dix à vingt millions d'euros. Le marché a quatre grandes maisons éditoriales (si l'on insiste sur l'édition pédagogique en dehors des manuels scolaires) : *Texto Editora*, *Edições Verbo*, *Porto Editora* et *Edições Asa*. Ce sont des entreprises privées attirées par le marché scolaire (à l'exception peut-être des *Edições Verbo*, qui publient beaucoup en dehors de ce marché) dans ses différentes phases, mais seulement avec une petite incidence au niveau universitaire. Elles sont en concurrence avec d'autres maisons qui ont un poids important dans l'édition des manuels scolaires, notamment: *Edições Nova Gaia*, *Gaialivro*, *Plátano Editora*, *Didática Editora*, *Edições Rumo*, *Editorial Constância*, *Areal Editores* et *Livros Horizonte*. Il est toujours possible que ces maisons développent leur édition pédagogique en dehors des manuels scolaires, mais, pour le moment, cela n'a qu'une expression tout à fait insignifiante. Leur part sur le marché leur permettrait de se lancer dans ce sens (la plupart ayant fait un petit effort avec le cédérom, mais sans succès). S'agissant d'entreprises privées, avec une activité très dirigée, elles restent orientées par le marché. Et la demande sur le marché reste ciblée sur les manuels scolaires sans qu'une autre filière se dégage de façon à attirer ces maisons éditoriales. Il y a pour la plupart, des éditions de fiches qui viennent en complément des manuels de façon plus pratique, mais ce n'est pas vraiment une activité distinguée de l'édition de ceux-ci. Lesdites grandes maisons, pour leur part, cherchent à maintenir une présence dans d'autres filières éditoriales accessoires, lesquelles échappent au monde scolaire strict (les dictionnaires, les encyclopédies, les jeux pédagogiques, etc.) et c'est grâce à cela que leur activité est un peu plus élargie. Il semble donc que, sans un changement de la demande des outils (laquelle ne surgira qu'en conséquence d'un changement dans les orientations scolaires), le marché au Portugal ne laisse pas prévoir une évolution importante à court terme.

4. En dehors de ces maisons éditoriales existent d'autres acteurs importants.

Avant même d'aborder les éditeurs publics (ou para-publics), il faut parler de l'édition universitaire. La plupart des universités ont leur propre créneau éditorial, mais il reste ciblé sur les besoins internes. Il s'agit donc d'une production et d'une diffusion de contenus normalement situés dans une phase pré-commerciale. Au moment où ces contenus commencent à attirer l'attention sur le marché, l'édition se transfère vers des maisons éditoriales commerciales (quelquefois, il s'agit même de collectivités formées par des professeurs, telle que *Coimbra Editora*, qui édite des œuvres juridiques). Parmi ces éditeurs universitaires, trois méritent une attention particulière. D'abord l'*Associação Académica da*

Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa - association académique de l'université de Lisbonne). C'est un département de l'association académique, responsable de l'édition des *sebentas* (une sorte de syllabus, comprenant des notes prises par les étudiants et revues par les professeurs) qui a tellement développé son activité et a remporté un si vif succès (même en dehors de l'Université) qu'il a été acquis par une entreprise commerciale. Le succès de l'édition juridique est partiellement explicable par la demande permanente des avocats et des magistrats (ainsi que des syndicats, des notaires...) laquelle s'ajoutant à la demande académique, devient un marché intéressant (il y a dans cette importante niche des activités éditoriales récentes à noter, telles que des fiches qui enregistrent les nouveautés législatives et jurisprudentielles, et les éditions sur des supports informatiques des codes législatifs, des décisions de tribunaux, etc. (elles échappent quand même à l'édition pédagogique dès qu'elles sont moins connues de l'environnement académique et leur objectif est surtout celui de l'actualisation d'un type d'information technique). Puis il y a le cas de l'*Instituto Piaget*, une institution universitaire privée qui a développé une édition importante capable seule de pénétrer le marché des autres universités sans le biais des maisons commerciales. C'est peut-être le seul effort important et connaissant du succès dans le monde universitaire actuel (son édition reste toujours encadrée par des livres, sans que d'autres types de supports soient essayés). Finalement le cas de l'*Universidade Aberta* (université ouverte) : spécialisée dans l'enseignement à distance, c'est le seul cas d'une institution qui produit régulièrement des outils pédagogiques autres que les manuels scolaires, tels que les vidéos. Son activité demeure quand même éloignée du marché tout en distribuant ses produits pour ses étudiants (qui y accèdent aussi par la télévision) sans chercher le développement d'une activité commerciale (toujours rare dans des institutions publiques). En tout cas, c'est la seule expérience permanente de développement d'outils pédagogiques de ce genre, ayant une connaissance très importante des possibilités et des difficultés actuelles. Malheureusement cette connaissance demeure incomplète faute d'une participation sur le marché. Le passage du privé vers le public se fait au Portugal nécessairement à travers la *Fundação Calouste Gulbenkian*. Cette fondation est une collectivité fondée, durant ce siècle, par un émigrant arménien. Elle a des activités dans d'autres pays aussi, mais son siège est à Lisbonne. Ses ressources financières sont tellement importantes que son activité est comparable à l'intervention gouvernementale dans la culture, peut-être même la dépasse. Sur le plan éditorial, la FCG a eu pendant des années une présence primordiale, notamment dans la traduction d'œuvres majeures dans de nombreux domaines scientifiques (de la médecine au droit, en passant par la littérature et la chimie), et les plaçant sur le marché à des prix subventionnés. Cette tâche a été très appréciée pendant les années durant lesquelles le faible niveau économique se réfléchissait directement sur le pouvoir d'achat. Récemment la FCG a commencé à réduire progressivement son intervention sur le marché éditorial. La meilleure situation économique générale semble la dispenser de cet effort et la pousse vers une réorientation de ses ressources. L'intervention de la FCG n'a jamais dépassé l'édition de livres, ce qui a fait perdre une opportunité de changement dans le panorama éditorial (la fondation étant un acteur majeur dans l'innovation au Portugal).

5. L'édition pédagogique publique au Portugal n'est pas considérable.

Le ministère de l'Éducation a une activité éditoriale résiduelle orientée vers la couverture de nécessités non traitées par les éditeurs privés. Mais, ce type de situation est devenu de plus en plus rare, l'intervention éditoriale du ministère s'étant rétrécie au long des années. Au sein du ministère de l'Éducation il y a un département orienté vers la recherche et l'innovation, l'*IIE* (*Instituto de Investigação Educacional* - institut pour la recherche dans l'éducation). Son activité n'est pas à la hauteur de ses objectifs : l'institut appuie certains projets de recherche très localisés (dans les écoles, normalement) et sans qu'ils soient intégrés à un courant général d'innovation. Dans le domaine de l'édition, l'*IIE* appuie directement certaines publications (normalement en achetant un certain nombre d'exemplaires afin de contrer les difficultés du marché). Son intervention n'a pas vraiment d'impact sur le marché, ou même sur l'activité éditoriale (sur le *site internet* de l'*IIE*, il y a une page qui présente le matériel pédagogique disponible en cédérom - cf. <http://www.iie.min-edu.pt/cd-mm/index.htm> : tout le matériel est produit par des entreprises privées). Ce qu'il faut surtout souligner dans l'activité publique de l'édition pédagogique, c'est le fait que le ministère de l'Éducation n'a jamais pris une seule mesure importante en faveur de l'innovation (en tant qu'éditeur ou bien en tant que responsable de l'orientation pédagogique). C'est tout à fait caractéristique de la situation au Portugal : dans un système d'enseignement très centralisé (découlant même d'une tradition autoritaire prenant sur soi des fonctions politiques), qui est responsable de presque 90% de l'offre des places aux étudiants, seule l'intervention innovatrice au plan réglementaire des contenus et procédures scolaires pourrait élargir dans le quotidien scolaire l'utilisation des différents outils qui se sont développés ces dernières années. Le poids administratif (bureaucratique) du ministère d'une part et les difficultés toujours subies dans toutes les tentatives d'innovation justifient cette tendance au maintien du *statu quo* même si on le sait dépassé et insuffisant pour faire face aux défis qui se posent aux jeunes. La seule mesure prise récemment marquant une évolution, est l'objectif d'installer dans toutes les écoles des ordinateurs qui permettront que tout élève qui sort de l'enseignement primaire ait une expérience dans l'utilisation de l'ordinateur et dans l'accès à Internet. Il est symptomatique quand même qu'à l'origine de cette décision il y ait eu la constatation au niveau européen de l'inadaptation du système scolaire pour l'attribution des compétences nécessaires sur le marché du travail. Un panorama public sur l'édition doit aussi inclure une référence à l'*Instituto da Biblioteca e do Livro* (institut de la bibliothèque et du livre), le département officiel qui exerce la tutelle sur l'édition. Nonobstant son importance institutionnelle, son intervention est tout à fait insignifiante. Il y a aussi un effort localisé au sein de la *Biblioteca Nacional* (bibliothèque nationale) orientée vers la promotion de l'édition portugaise, laquelle offre un logiciel de recherche sur toute la publication au Portugal. En plus, la *Biblioteca Nacional* a édité - aussi en cédérom - la *Biblioteca virtual dos autores portugueses* (bibliothèque virtuelle des auteurs portugais) qui donne un panorama de la littérature nationale tout en profitant des avantages offerts par ce genre de support. Il s'agit de disponibilité d'informations et non pas d'une intervention éditoriale réelle.

6. Le panorama qu'on a exposé nous conduit à conclure qu'il est difficile - sinon impossible - de définir et de quantifier les besoins des enseignants et des étudiants actuellement.

Pourtant, il semble qu'en ce moment on assiste aux prémices d'une édition pédagogique au Portugal. Ce qui existe - un petit marché d'outils accessoires, des manuels scolaires de base - manque de caractérisation (et vient surtout du développement de matériel qui à l'origine n'avait pas de fonction pédagogique), est éventuel (son utilisation demeure exceptionnelle) et est insignifiant en termes de valeur (pour qu'on puisse arriver aux vingt millions d'euros indiqués auparavant il faudrait inclure dans ce marché non seulement les dictionnaires et les encyclopédies sous leurs différents supports, mais aussi les jeux en cédérom contenant une motivation éducative et toute l'édition culturelle sur supports informatiques). Il est quand même possible d'identifier des éléments qui poussent vers la création d'une édition pédagogique. D'abord l'effort artisanal qui a été développé par les enseignants - notamment au sein de programmes de progression professionnelle - a introduit l'habitude de penser en termes d'innovation, par référence à d'autres outils pédagogiques. En plus, la mobilité des enseignants pousse à un échange d'expériences qui débouche progressivement sur l'adoption de nouvelles techniques demandant de nouveaux outils. La progressive facilité de communication (et de disponibilité de l'information) donne elle aussi d'avantage d'exposition aux expériences entamées dans la pratique pédagogique. Bref, l'effort artisanal d'introduction de nouveaux outils pédagogiques a donné lieu à un changement dans les mentalités. Deuxièmement, le travail des instituts publics de collecter l'information de base et de la rendre disponible est aujourd'hui en situation de permettre son utilisation progressive à des fins pédagogiques. Là, on a vu en passant, quelques exemples - tel que celui de la *Biblioteca Nacional* - mais dans le domaine du traitement de l'information qui doit servir de base à une édition pédagogique nationale, il y a eu un travail qui couvre beaucoup d'activités : de la cartographie à la peinture, de la pédagogie au droit. Et sur ces données qui commencent à être disponibles partout, a été installé finalement un réseau de communications qui bientôt va couvrir tous les établissements du système. C'est une nouveauté au Portugal qui enthousiasme tous les participants et donc fait espérer un bouleversement positif en faveur de l'innovation et de l'introduction des outils pédagogiques nouveaux. Finalement, il y a le matériel pédagogique importé dont la simple existence tend à faire réfléchir sur les éditions nationales (à travers la traduction des contenus bien sûr, mais avec une adaptation progressive qui donnera lieu à une production originale). Ces conditions nous permettent de penser qu'à moyen terme peut démarrer au Portugal un marché stable pour l'édition pédagogique. Les conditions économiques favorables peuvent, elles aussi, aider au développement d'une industrie d'exportation vers le « grand marché de la langue portugaise » lequel, malgré sa faiblesse actuelle, a tout de même un potentiel important, notamment en Angola et au Mozambique. Mais afin que ce marché puisse démarrer, il est indispensable d'obtenir une intervention officielle. Il n'est pas concevable qu'une évolution sûre puisse s'opérer sans l'intervention du ministère de l'Éducation, responsable direct de tout le système d'enseignement. C'est au sein de l'administration qu'il faudra choisir les expériences pilotes, déterminer les

priorités et définir l'orientation générale à suivre. Ce type d'intervention semble être la seule capable de changer définitivement les habitudes et de permettre la naissance d'un marché avec une dimension suffisante. Dans ce sens, l'évolution demeure dépendante des options politiques centrales.

7. Cette dernière remarque nous permet de passer à l'analyse des rapports entre le pédagogue, l'éditeur et le législateur.

La situation au Portugal est remarquablement simple : le ministère de l'Éducation donne des directives très précises au sujet des manuels scolaires. En dehors de ce domaine spécifique, il n'intervient plus. L'enseignement obligatoire est gratuit, mais les situations de subvention des livres (et du matériel scolaire) sont rares, ce qui signifie pour le budget familial une lourde charge. Il faut donc limiter ce matériel. Il existe des situations exceptionnelles, pour lesquelles le professeur peut prescrire l'achat d'un matériel autre que les livres. Dans cette situation, la réglementation ministérielle est tout aussi précise que pour les manuels. Cette réglementation provoque une division du marché : d'une part, une demande de matériel obligatoire immédiatement ciblé à travers les chiffres officiels, d'autre part une demande faible de matériel supplémentaire. Les entreprises éditoriales s'orientent vers la production du matériel obligatoire - qu'elles connaissent bien, tout comme les directives officielles en vigueur - en commandant à leurs auteurs les œuvres nécessaires. Il n'y a donc pas un effort d'innovation (bien au contraire) puisqu'il s'agit de remplir une demande précise, connue et déterminée. La petite industrie du marché fait qu'on ne cherche pas l'introduction de matériel alternatif, et qu'on n'accepte pas de projets nouveaux. Il n'y a pas de vrai dialogue entre le pédagogue, l'éditeur et le législateur. L'administration pose ses directives - très clairement - et les entreprises planifient leur offre (après avoir établi des contacts avec les professeurs demandeurs et auteurs). C'est plutôt flou du haut vers le bas. Il y a un dialogue résiduel. D'abord à cause de l'intervention des syndicats, aux seins desquels, quelques documents critiques sont produits et quelquefois discutés avec les autorités. Mais la faiblesse syndicale ne permet pas de grandes avancées, les syndicats centrant leur attention sur le plan salarial. Les enseignants ont aussi des associations selon les disciplines ou les groupes disciplinaires. Ces associations organisent - normalement sous le patronage de grandes maisons éditoriales - des congrès qui permettent de discuter des orientations pédagogiques et des problèmes ressentis. Quelques rapports sont maintenus aussi entre les associations et les éditeurs, mais ils sont irréguliers et sans influence sur l'édition pédagogique. Les éditeurs sont traditionnellement associés à l'APEL (*Associação Portuguesa dos Editores Livreiros* - association portugaise des éditeurs et des libraires). Cette association était la seule entité à avoir des chiffres sur l'édition au Portugal (*Instituto Nacional de Estatística* - bureau de statistique - ne traitant et ne fournissant pas de données dans ce domaine). Ces chiffres sont quand même imprécis : fournis volontiers par les associés, ils ne sont pas vérifiés et ne couvrent pas tous les éditeurs. Récemment, une autre association a été créée : l'*União dos Editores Portugueses* (union des éditeurs portugais), qui distingue l'édition de la vente. Sa représentativité et son activité ne sont pas encore en mesure d'être évaluées.

8. Les contrats d'édition ne révèlent pas de grandes spécificités au Portugal.

L'exigence d'exclusivité que les maisons éditoriales imposent après un premier contrat est courante : si l'auteur veut publier d'autres œuvres il doit admettre que, dans les mêmes conditions, la maison qui l'a déjà publié avant puisse décider de les publier. Cette exigence est toutefois plus marquée dans l'édition fiction que dans l'édition pédagogique. Ici, l'auteur n'est pas un atout majeur (les entreprises ayant beaucoup de facilité à substituer leurs auteurs) et donc il n'est pas nécessaire de le promouvoir sur le marché. L'investissement publicitaire étant moins grand, les garanties de fidélité sont moins demandées. L'importance majeure des éditeurs sur le marché a conduit à un affaiblissement de la position contractuelle des auteurs. En plus, ceux-ci sont quelquefois poussés à la publication par des exigences académiques (celui qui ne publie pas n'existe pas !) ou professionnelles. Dans ce cadre, les contrats présentent un déséquilibre naturel qui est difficile à surmonter. Il reste quand même des aspects qui méritent une attention spéciale. Premièrement, la participation de l'auteur aux revenus. Les maisons éditoriales couramment ne paient pas les auteurs avant la vente d'un nombre considérable d'exemplaires (avant l'obtention des recettes suffisantes pour garantir à peu près le *break even*). Cette situation - quand elle ne devient pas abusive - doit avoir une conséquence directe sur l'augmentation du pourcentage obtenu dans les recettes de ventes qui dépassent le niveau sans rémunération. Des règles de bonne conduite pourraient être trouvées sur ce sujet entre les éditeurs et les auteurs. Le résultat serait consensuel (donc équilibré) sans avoir un effet négatif sur le marché. Il semble d'autre part que pour les produits dont les coûts de production sont moins élevés (notamment ceux qui sont vendus et distribués à travers Internet), ce type de clause pourrait faciliter l'édition ainsi que la collaboration entre les maisons éditoriales et les auteurs, donnant lieu à des produits innovants sans grands risques commerciaux. La position des grandes maisons éditoriales demeure indispensable sur le marché : elles le connaissent mieux, elles fonctionnent comme garantie de qualité (au moment où l'édition de nouveaux produits explose) et elles systématisent l'offre des produits. Deuxièmement, il faut faire attention aux défis actuels qui se posent quant au droit d'auteur. La photocopie a été le début d'une situation de risque général sur le marché. L'adoption de formats (dimensions, couleurs, etc.) visant la diminution de ces risques, demeure une garantie plus efficace que les sanctions pénales. Le problème est en train de s'agrandir avec la diminution du temps de vie des produits (la disponibilité sur Internet suppose la limite d'une actualisation permanente qui pose une difficulté de fixation des contenus protégés). L'expérience acquise avec les produits en *shareware* montre que des solutions techniques développées par l'industrie, associées à des produits simples permet la création de garanties suffisantes pour le développement d'un marché avec un potentiel presque illimité. Là, la collaboration entre les auteurs et les entreprises est la condition du démarrage du marché au niveau européen. Et aussi la seule garantie de résistance du droit d'auteur, lequel demeure la condition première de publication. Troisièmement, il faut faire attention aux contrats pour l'édition collective. Le droit d'auteur a été développé en tant que droit individuel, ce qui pose des difficultés d'adaptation pour la réglementation des contrats des œuvres collectives. La tendance est

d'attribuer le droit à une entité extérieure aux auteurs (celle qui commande le travail), ce qui est naturel si la situation est celle d'une commande, mais il faut faire attention aux situations de vraie copropriété qui sont difficiles à gérer et à garantir.

9. La caractérisation de l'édition pédagogique au Portugal montre les faiblesses propres d'un petit marché centré sur les manuels scolaires et sans tradition innovatrice dans l'enseignement.

Des conditions internes existent cependant pour que la situation puisse changer vers une édition plus riche et plus efficace. Ces conditions seraient favorisées par un encadrement européen de l'édition pédagogique qui pourrait faciliter l'échange des expériences, améliorer les conditions du marché et garantir un équilibre entre intérêts des auteurs et des éditeurs.



*Rui Miguel FERNANDES MARRANA
Université moderne de Porto - Portugal*